

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In hoofdstuk 3, van het koninklijk besluit van 13 juli 2006 houdende vaststelling van de normen waaraan het zorgprogramma voor kinderen moet voldoen om erkend te worden en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1997 houdende vaststelling van de normen waaraan de functie "chirurgische daghospitalisatie" moet voldoen om te worden erkend, wordt een afdeling IV ingevoegd die artikel 20/1 bevat, luidende :

'Afdeling IV. Omgevingselementen.

Art. 20/1. Het zorgprogramma voor kinderen moet, indien het kinderen behandelt met een zware chronische pathologie, binnen het ziekenhuis waarvan het deel uitmaakt een beroep kunnen doen op een erkende functie 'pediatrische liaison'. Indien het ziekenhuis waarvan bedoeld zorgprogramma voor kinderen deel uitmaakt niet beschikt over een erkende functie 'pediatrische liaison', sluit bedoeld ziekenhuis een samenwerkingsakkoord met een ziekenhuis dat wel beschikt over een erkende functie 'pediatrische liaison.'

**Art. 2.** De Minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 november 2010.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le chapitre 3, de l'arrêté royal du 13 juillet 2006 fixant les normes auxquelles un programme de soins pour enfants doit répondre pour être agréé et modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1997 fixant les normes auxquelles doit répondre la fonction "hospitalisation chirurgicale de jour" pour être agréée, il est inséré une section IV, comportant l'article 20/1, rédigé comme suit :"

'Section IV. Eléments environnementaux.

Art. 20/1. Le programme de soins pour enfants, s'il traite des enfants atteints d'une pathologie chronique grave, doit pouvoir faire appel, au sein de l'hôpital dont il fait partie, à une fonction « liaison pédiatrique » agréée. Si l'hôpital dont le programme de soins visé pour enfants fait partie, ne dispose pas d'une fonction « liaison pédiatrique » agréée, ledit hôpital conclut un accord de coopération avec un hôpital qui, lui, dispose d'une fonction « liaison pédiatrique » agréée.'

**Art. 2.** Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 2010.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 4331

[2010/206570]

**16 DECEMBRE 2010.** — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette (planches 3/24, 9/24, 13/24, 16/24, 17/24, 18/24) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005.

#### MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Considérant que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu, depuis l'approbation définitive du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette, douze demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du centre de Bousval dans la commune de Genappe (modification n° 03.01);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers les régimes d'assainissement autonome pour une partie et d'assainissement collectif pour l'autre partie du village de Nethen dans la commune de Grez-Doiceau (modification n° 03.02);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement transitoire des agglomérations de Walhain-Saint-Paul, Tourinnes-Saint-Lambert et Lérinnes-Sart-lez-Walhain dans la commune de Walhain (modification n° 03.03);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie de la rue de Biamont dans la commune d'Orp-Jauche (modification n° 03.04);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue d'Orp dans la commune de Hannut (modification n° 03.05);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du sentier Denis et de la rue de la Bassette dans la commune de Rixensart (modification n° 03.06);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif du val de Croix entre les rues Defalque et de Suzeril dans la commune de Court-Saint-Etienne (modification n° 03.07);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du quartier Lobra dans la commune de Court-Saint-Etienne (modification n° 03.08);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue du Bois des Rêves dans la commune de Court-Saint-Etienne (modification n° 03.09);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue Joseph Triffaux dans la commune de Hannut (modification n° 03.10);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif de trois zones d'aménagement communal concerté dans la commune de Rixensart (modification n° 03.11);
- le passage du régime transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour une partie et vers le régime d'assainissement collectif pour l'autre partie du Ri du Pinchart (modification n° 03.12);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé concerné comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti et une analyse de la situation topographique de la zone afin d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. a remis un avis négatif sur la demande de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette relative au périmètre du sentier Denis et de la rue de la Bassette sur le territoire communal de Rixensart (modification n° 03.06), que la S.P.G.E. estime que rien ne justifie le passage en autonome de ce périmètre alors qu'il est véritablement enclavé dans une zone soumise au régime d'assainissement collectif et que l'absence d'indication d'égout sur la carte du PASH ne signifie pas nécessairement qu'aucun égout n'est prévu pour ce périmètre;

Considérant que la S.P.G.E. a remis un avis positif pour les onze autres demandes qui lui ont été adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport ci-annexé.

#### *EXEMPTION DE L'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT*

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduelles concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport ci-annexé;

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport ci-annexé;

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette adressée en date du 28 septembre 2010 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que, conformément à l'article D.53 du Code de l'Environnement, les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu le courrier du CWEDD transmis en date du 8 octobre 2010 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Vu les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis par les autorités communales de Walhain, Court-Saint-Etienne, Hannut, Grez-Doiceau et Orp-Jauche respectivement en date des 15, 18, 22, 29 octobre 2010 et 4 novembre 2010;

Vu les avis réputés favorables des communes de Genappe, Rixensart et Ottignies-Louvain-la-Neuve;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette, ci-annexé;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement adopte l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette, ci-annexé.

**Art. 2.** Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport ci-annexé.

**Art. 3.** Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, des titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour approbation.

**Art. 4.** Le présent arrêté est publié au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

#### Annexe

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette est composé d'un rapport relatif aux modifications du PASH de la Dyle-Gette et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique "Les PASH"; sous-rubrique "Modifications des PASH").

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 4331

[2010/206570]

**16. DEZEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette (Karten 3/24, 9/24, 13/24, 16/24, 17/24, 18/24) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 endgültig genehmigt und am 2. Dezember 2005 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

#### ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPLANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) anvertraut wird;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." alle während der abgelaufenen Periode eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann.

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." seit der endgültigen Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette zwölf von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und den Gemeinden eingesandten Anträge erhalten hat;

In der Erwägung, dass die Anträge mit jeglicher Änderung des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren des Zentrums von Bousval in der Gemeinde Genappe (Abänderung Nr. 03.01);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil und zum kollektiven Sanierungsverfahren für den anderen Teil des Dorfes Nethen in der Gemeinde Grez-Doiceau (Abänderung Nr. 03.02);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum vorübergehenden Sanierungsverfahren der Ortschaften Walhain-Saint-Paul, Tourinnes-Saint-Lambert und Lérinnes-Sart-lez-Walhain in der Gemeinde Walhain (Abänderung Nr. 03.03);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren eines Teils der Rue de Biamont in der Gemeinde Orp-Jauche (Abänderung Nr. 03.04);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der rue d'Orp in der Gemeinde Hannut (Abänderung Nr. 03.05);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren des "Sentier Denis" und der Rue de la Bassette in der Gemeinde Rixensart (Abänderung Nr. 03.06);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren des "Val de Croix" zwischen der Rue Defalque und der Rue de Suzeril in der Gemeinde Court-Saint-Etienne (Abänderung Nr. 03.07);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren des Viertels Lobra in der Gemeinde Court-Saint-Etienne (Abänderung Nr. 03.08);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der Rue du Bois des Rèves in der Gemeinde Court-Saint-Etienne (Abänderung Nr. 03.09);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der Rue Joseph Triffaux in der Gemeinde Hannut (Abänderung Nr. 03.10);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der drei Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung in der Gemeinde Rixensart (Abänderung Nr. 03.11);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil und zum kollektiven Sanierungsverfahren für den anderen Teil des "Ri du Pinchart" (Abänderung Nr. 03.12);

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der betroffenen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz und eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets enthaltende Prüfung beigefügt wurde, um die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein negatives Gutachten über den Antrag zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette in Bezug auf den Umkreis des "Sentier Denis" und der Rue de la Bassette auf dem Gebiet der Gemeinde Rixensart (Abänderung Nr. 03.06) abgegeben hat, dass die "S.P.G.E." der Ansicht ist, dass der Übergang zum autonomen Sanierungsverfahren dieses Umkreises durch nichts zu rechtfertigen ist, während er von einem dem kollektiven Sanierungsverfahren unterworfenen Gebiet umschlossen ist und die Nichtangabe von Kanalisationen auf der Karte des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet nicht unbedingt bedeutet, dass für diesen Umkreis keine Kanalisationen vorgesehen sind;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein positives Gutachten für die elf anderen Anträge, die an sie gerichtet wurden, abgegeben hat;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderung die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem nachstehend beigefügten Bericht beschrieben werden.

#### *BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT*

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "S.P.G.E." an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "S.P.G.E." die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem nachstehend beigefügten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung außerdem, dass die "S.P.G.E." der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem nachstehend beigefügten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette der Anlass besteht, den "CWEDD" ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 28. September 2010 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrag auf ein Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund des am 8. Oktober 2010 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; dass bei Fehlen eines Gutachtens dessen Gutachten als günstig betrachtet wird;

Aufgrund der jeweils am 15., 18., 22., 29. Oktober 2010 und 4. November 2010 von den Gemeindebehörden von Walhain, Court-Saint-Etienne, Hannut, Grez-Doiceau und Orp-Jauche übermittelten günstigen Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

Aufgrund der als günstig betrachteten Gutachten der Gemeinden Genappe, Rixensart und Ottignies-Louvain-la-Neuve;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des nachstehend beigefügten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung verabschiedet den nachstehend beigefügten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette.

**Art. 2** - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den im nachstehend beigefügten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

**Art. 3** - Die Regierung beauftragt die "S.P.G.E.", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette innerhalb von dreißig Tagen der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Genehmigung vorzulegen.

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

**Art. 5** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Dezember 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

#### Anlage

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden : <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 4331

[2010/206570]

**16 DECEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete (bladen 3/24, 9/24, 13/24, 16/24, 17/24, 18/24) en waarbij een vrijstelling van een milieueffectonderzoek wordt verleend voor de voorgestelde wijzigingen**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete dat op 10 november 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 2 december 2005 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

#### WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Gelet op de noodzaak tot wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied, waarbij die opdracht aan de "S.P.G.E." wordt toevertrouwd;

Overwegende dat de "S.P.G.E." alle aanvragen verzamelt die tijdens de gelopen periode ontvangen zijn, om één enig voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." sinds de definitieve goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied twaalf aanvragen gestuurd door de erkende saneringsinstellingen en de gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op :

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het centrum van Bousval in de gemeente Genepiën (wijziging nr. 03.01);

- de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor een gedeelte en naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het andere gedeelte van het dorp Nethen in de gemeente Graven (wijziging nr. 03.02);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het tijdelijk saneringsstelsel van de agglomeraties van Walhain-Saint-Paul, Tourinnes-Saint-Lambert en Lérinnes-Sart-lez-Walhain in de gemeente van Walhain (wijziging nr. 03.03);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de Biamont" in de gemeente Orp-Jauche (wijziging nr. 03.04);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue d'Orp" in de gemeente Hannuit (wijziging nr. 03.04);

- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "sentier Denis" en de "rue de la Basette" in de gemeente Rixensart (wijziging nr. 03.06);

- de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "Val de Croix" tussen de "rue Defalque" en de "rue de Suzeril" in de gemeente Court-Saint-Etienne (wijziging nr. 03.07);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de wijk Lobra in de gemeente Court-Saint-Etienne (wijziging nr. 03.08);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel in de "rue du Bois des Rêves" in de gemeente Court-Saint-Etienne (wijziging nr. 03.09);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue Joseph Triffaux" in de gemeente Hannuit (wijziging nr. 03.10);

- de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van drie gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in de gemeente Rixensart (wijziging nr. 03.11);

- de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor een gedeelte en naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het andere gedeelte van de "Ri du Pinchart" (wijziging nr. 03.12);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de betrokken erkende saneringsinrichting uitgevoerd is en dat een overzicht van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing en een analyse van de topografische toestand van het gebied omvat om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een negatief advies heeft uitgebracht over de aanvraag tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete betreffende de omtrek van de "sentier Denis" en de "rue de la Bassette" op het gemeentelijke grondgebied van Rixensart (wijziging nr. 03.06); dat de "S.P.G.E." acht dat niets de overgang naar het autonoom saneringsstelsel van die omtrek rechtvaardigt daar die omtrek werkelijk ingesloten is in een gebied onderworpen aan het gemeenschappelijk saneringsstelsel en dat het gebrek aan vermelding van riolering op de kaart van het "Plan d'Assainissement par Sous-bassin hydrographique (PASH)" niet noodzakelijk betekent dat er voor die omtrek in geen riolering wordt voorzien;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een positief advies heeft uitgebracht voor de elf andere aanvragen die haar zijn gericht;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens met name in termen van uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen in het bijgaande verslag worden omschreven.

#### VRUJSTELLING VAN DE MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen vormt met name ten opzichte van de bevolking en van de lozingen van afvalwater die betrokken zijn bij het voorontwerp van wijziging en die in het bijgaande verslag geanalyseerd worden;

Overwegende dat de "S.P.G.E." bovendien acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat haar aanvraag gerechtvaardigd is ten opzichte van de criteria waardoor de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, die in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoeld zijn en die in het bijgaande verslag geanalyseerd worden;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt, waarvoor beslist werd een vrijstelling van een milieueffectbeoordeling voor dat plan te verlenen;

Overwegende dat de "CWEDD" en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete geraadpleegd moet worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete dat op 28 september 2010 aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek is gericht;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering gezonden worden; dat die adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Gelet op het schrijven van de "CWEDD" gezonden op 8 oktober 2010 waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling die respectievelijk op 15, 18, 22, 29 oktober 2010 en 4 november 2010 door de gemeentelijke overheid van Walhain, Court-Saint-Etienne, Hannuit, Graven en Orp-Jauche overgemaakt zijn;

Gelet op de gunstig geachte adviezen van de gemeenten Genepiën, Rixensart en Ottignies-Louvain-la-Neuve;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen die vermeld zijn in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete;

Gelet op het bijgaande verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De Regering keurt het bijgaande voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete goed.

**Art. 2.** De Regering beslist een vrijstelling van een milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 voor de redenen die in het bijgaande verslag gespecificeerd worden.

**Art. 3.** De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het overwogen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinningen en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst; daarna belast ze haar daarna ermee het voorwerp opnieuw ter goedkeuring voor te leggen.

**Art. 4.** Dit besluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 5.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

## Bijlage

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete omvat een verslag over de wijzigingen van het "PASH" van de Dijle-Gete en de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dat verslag vermeldt de redenen waarvoor beslist werd een vrijstelling van een milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het houdt ook de nodige aanpassingen van de plannen in naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens met name in termen van uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen alsook op de website van de "S.P.G.E.": <http://www.spge.be> (rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").

---

**ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES**


---

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C – 2010/15206]

**Raad van State. — Vernietiging**

Bij arrest nr. 209.274, van 29 november 2010, van de Raad van State werden de koninklijke besluiten van 27 oktober 2004, waarbij Renata Vandeputte, Joost Boudry, Frank De Wispelaere, Luc Timmermans, Theo Van Moer, Edgard d'Adesky, Jean-Louis de Gerlache de Gomery en Michel Kovalovszky werden bevorderd tot de graad van adviseur bij de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, vernietigd.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C – 2010/15206]

**Conseil d'Etat. — Annulation**

Par l'arrêt n° 209.274 du 29 novembre 2010 du Conseil d'Etat, les arrêtés royaux du 27 octobre 2004, par lesquels Renata Vandeputte, Joost Boudry, Frank De Wispelaere, Luc Timmermans, Theo Van Moer, Edgard d'Adesky, Jean-Louis de Gerlache de Gomery et Michel Kovalovszky avaient été promus au grade de conseiller au Service public fédéral Affaires étrangères, ont été annulés.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

[C – 2010/00738]

**Korpschef van de lokale politie. — Aanstelling**

Bij koninklijk besluit d.d. 5 december 2010 wordt de heer Sanrey, Marc, aangewezen in de functie van korpschef van de lokale politie van de politiezone Beaumont/Chimay/Froidchapelle/Momignies/Sivry-Rance voor een termijn van vijf jaar.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C – 2010/00738]

**Chef de corps de la police locale. — Désignation**

Par arrêté royal du 5 décembre 2010, M. Sanrey, Marc, est désigné, pour un terme de cinq ans, à l'emploi de chef de corps de la police locale de la zone de police Beaumont/Chimay/Froidchapelle/Momignies/Sivry-Rance.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

[C – 2010/00734]

**Korpschef van de lokale politie. — Aanwijzing**

Bij koninklijk besluit d.d. 19 december 2010 wordt de heer Huyge, Roland, aangesteld tot korpschef van de lokale politie van de politiezone Denderleeuw/Haaltert voor een termijn van vijf jaar.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C – 2010/00734]

**Chef de corps de la police locale. — Désignation**

Par arrêté royal du 19 décembre 2010 M. Huyge, Roland, est désigné chef de corps de la police locale de la zone de police Denderleeuw/Haaltert pour une durée de cinq ans.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER**

[C – 2010/14291]

**29 NOVEMBER 2010. — Ministerieel besluit tot aanwijzing van een onderzoeker voor het Onderzoeksorgaan voor ongevallen en incidenten op het spoor**

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Gelet op de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen, artikel 43;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 2007 tot oprichting van een onderzoeksorgaan voor ongevallen en incidenten op het spoor en tot vaststelling van zijn samenstelling, artikel 4;

Gelet op het voorstel van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, gedaan op 22 november 2010;

Overwegende dat Mevr. Martine Serbruyns, bij besluit van de voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer van 17 november 2010, met ingang van 1 november 2010 geaffecteerd werd bij het Onderzoeksorgaan voor ongevallen en incidenten op het spoor;

**SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS**

[C – 2010/14291]

**29 NOVEMBRE 2010. — Arrêté ministériel désignant un enquêteur pour l'Organisme d'enquête sur les accidents et les incidents ferroviaires**

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Vu la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, l'article 43;

Vu l'arrêté royal du 16 janvier 2007 portant création d'un organisme d'enquête sur les accidents et les incidents ferroviaires et déterminant sa composition, l'article 4;

Vu la proposition du Comité de direction du Service public fédéral Mobilité et Transports, faite le 22 novembre 2010;

Considérant que, par décision de la présidente du Comité de direction du Service public fédéral Mobilité et Transports du 17 novembre 2010, Mme Martine Serbruyns a été affectée à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2010 à l'Organisme d'enquête sur les accidents et les incidents ferroviaires;